

Vers une Europe unie ? Aristide Briand, Gustav Stresemann et la coopération franco-allemande dans l'entre-deux-guerres

Reiner Marcowitz

DANS **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI** 2020/3 N° 233, PAGES 18 À 26

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA CONNAISSANCE DE L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI**

ISSN 0002-5712

ISBN 9782757431283

DOI 10.3917/all.233.0018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd-hui-2020-3-page-18?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la connaissance de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Vers une Europe unie ? Aristide Briand, Gustav Stresemann et la coopération franco-allemande dans l'entre-deux-guerres

Un ordre de l'après-guerre conflictuel

Un simple coup d'œil à la carte de l'Europe après la Première Guerre mondiale, telle qu'elle a été remaniée lors de la conférence de la paix à Paris, en 1919-1920, suffit pour concevoir les problèmes auxquels l'idée de l'unification européenne a dû faire face dans l'entre-deux-guerres¹ : les États étaient divisés entre vainqueurs et vaincus, séparés par un profond fossé politique et mental. Les vaincus n'étaient pas prêts à reconnaître le statu quo, qu'ils considéraient comme injuste, ce qui rendait difficile tout rapprochement entre eux et les vainqueurs, voire toute l'idée d'unité européenne. Mais les puissances victorieuses non plus n'étaient pas toutes satisfaites de l'ordre de l'après-guerre : la France ne croyait toujours pas être suffisamment à l'abri de l'Allemagne et n'attendait qu'une occasion pour modifier en sa faveur la frontière avec cette dernière. L'Italie, quant à elle, estimait simplement que ses gains territoriaux étaient trop faibles. C'est d'autant plus vrai dans les États qui avaient succédé à la monarchie des Habsbourg : les conflits frontaliers y étaient tout autant à l'ordre du jour que la difficulté de traiter à l'intérieur la question des différentes minorités nationales, car le mélange ethnique dans cette partie de l'Europe ne permettait pas une simple répartition en fonction des nationalités et provoquait donc constamment de nouveaux conflits inter-étatiques et au sein des sociétés concernées.

Les règlements en Europe centrale et à l'Est, notamment, montrent l'esprit qui présidait à cet ordre d'après-guerre : le système étatique européen de l'entre-deux-guerres était « pour la première fois organisé en profondeur selon le principe de l'État-nation, avec un certain nombre de nouveaux États, des minorités nationales, de nombreuses

* Professeur de civilisation allemande à l'Université de Lorraine (Metz). Publications récentes sur le sujet : monographie : *Weimarer Republik 1929-1933*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft), 2018 (2004). Ouvrages collectifs : *France-Allemagne au XX^e siècle : la production académique de savoir sur l'Autre*. III. *Les institutions/Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert - Akademische Wissensproduktion über das andere Land*, 4 vol., Berne (Peter Lang), 2011-2014 (dir. avec Michel Grunewald, Hans-Jürgen Lüsebrink et Uwe Puschner) ; *La longue durée de la Grande Guerre. Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2017 (dir. avec Laurent Jalabert et Arndt Weinrich).

1. Cf. Jean-Michel Gieue, *Gagner la paix 1914-1929*, Paris, Seuil, 2015 ; Ian Kershaw, *To Hell and Back. Europe 1914-1949*, London, Allen Lane 2015 ; Boris Barth, *Europa nach dem Großen Krieg. Die Krise der Demokratie in der Zwischenkriegszeit 1918-1938*, Frankfurt-sur-le-Main, Campus, 2016 ; Jörn Leonhard, *Der überforderte Frieden. Versailles und die Welt 1918-1923*, Munich, C. H. Beck 2018.

nouvelles frontières souvent contestées et partout de nettes tendances au repli sur soi »². La réforme du système étatique de l'avant-guerre, telle que les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale l'ont opérée lors de la conférence de la Paix à Paris, a pris la forme d'une restauration du principe de l'État-nation. Au XIX^e siècle, la revendication du droit à l'autodétermination des peuples était une préoccupation des libéraux, accompagnée de l'espoir que seul l'État-nation indépendant pouvait aussi être un État libre et démocratique³. Mais l'expérience a ensuite montré à quelle vitesse la conscience nationale pouvait se transformer en nationalisme, ce dont des régimes autoritaires notamment pouvaient s'emparer pour en abuser au service de leurs desseins. Cela n'a pas empêché les vainqueurs de la Grande Guerre d'établir un nouveau système européen qui était en bonne partie conforme au principe de nationalité. Le droit à l'autodétermination des peuples était certes un principe noble, même en 1918-1919, car il a éliminé des décennies, voire, dans le cas de la Pologne, des siècles, d'injustice et d'oppression, mais, en même temps, il n'a pas évité de nouvelles injustices et, de surcroît, il a divisé l'Europe : 20 000 kilomètres de nouvelles frontières intérieures ont détruit l'espace économique de l'avant-guerre, d'autant plus que les différents États ont presque tous réagi aux problèmes économiques du début de l'après-guerre par des mesures protectionnistes.

Intensification du discours européen

Cependant, si nous nous penchons sur la sphère du discours sociétal dans l'entre-deux-guerres, nous découvrons une image beaucoup plus différenciée : l'unification du continent européen a été largement débattue après la Première Guerre mondiale dans de nombreux pays européens, du moins au sein d'une élite sociale comprenant des hommes politiques, des industriels, des artistes et des scientifiques⁴. Le point de départ de leurs réflexions était d'une part le retour aux points communs européens et l'accent mis sur un espace culturel européen transnational. Cela s'est accompagné de l'expérience d'une toute nouvelle représentation de la guerre : en raison notamment des progrès de la technologie des armes, la Première Guerre mondiale a coûté bien plus de vies humaines que ce qui était la norme jusqu'alors. Entre 1914 et 1918, des armées toujours plus importantes ont été équipées d'armes de plus en plus puissantes et à la portée de plus en plus longue. L'artillerie, les grenades et les avions, mais aussi les nouveaux moyens de guerre chimique, étaient des systèmes d'armement qui franchissaient les frontières et contre lesquels les gouvernements nationaux étaient incapables de protéger leurs populations ; par conséquent, la population civile a été directement touchée par les combats dans une mesure bien plus importante qu'au cours des siècles précédents. À cela s'ajoute, après la fin de la guerre, l'expérience du déclin culturel, politique et économique de l'Europe, qui s'explique par les pertes de guerre et les graves problèmes économiques, politiques et sociaux du début de l'après-guerre ainsi que par la montée en puissance des États-Unis et de l'Union soviétique.

C'est pourquoi, dans l'entre-deux-guerres, de nombreuses initiatives ont été lancées en vue d'une unification européenne générale ou, du moins, d'une intégration

2. Peter Krüger, *Wege und Widersprüche der europäischen Integration im 20. Jahrhundert*, Munich, Oldenbourg, 1995, S. 12.

3. Christian Jansen/Henning Borggräfe, *Nation, Nationalität, Nationalismus*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2007 ; Guy Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Points, 2014.

4. Cf. l'article d'Anne-Marie Saint-Gille, « Unir l'Europe : un projet politique dans l'entre-deux-guerres ».

fonctionnelle de certains secteurs économiques et politiques. Ils témoignent d'un considérable changement de point de vue, du moins chez certaines des élites européennes, qui ont pris conscience de l'interdépendance des États européens. C'est pourquoi leurs représentants étaient prêts à quitter les voies traditionnelles de la politique nationale et à chercher des solutions européennes, aussi différentes fussent-elles. C'était un capital humain et intellectuel qui ne devait pas être sous-estimé. Cependant, nous associons la période de l'entre-deux-guerres en Europe avant tout à un échec complet : celui de la démocratie, de la paix et des premières tentatives d'un rapprochement européen. Pour le comprendre, il faut aussi examiner la politique étrangère des États européens et en particulier celles de l'Allemagne et de la France dont les relations étaient la clé de voûte de la paix en Europe. La période allant de 1924 à 1929, années qu'on appelle souvent celles de la « politique de rapprochement » ou encore « l'ère Briand-Stresemann », est à cet égard particulièrement intéressante : à cette époque, il est apparu pour la première fois que les divergences apparemment irréductibles entre le principal perdant de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne, et les puissances victorieuses, surtout la France, pouvaient être surmontées si on se mettait d'accord sur des compromis pour résoudre les questions centrales de la liquidation de la guerre. Trois preuves à cela : le plan Dawes de 1924, la conférence de Locarno de 1925, et l'entrevue d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann à Thoiry en septembre 1926.

Une détente franco-allemande

Tout d'abord, le plan Dawes⁵ : la question du règlement des réparations par l'Allemagne fut un problème central dans l'ordre européen d'après-guerre. Pendant longtemps, les puissances victorieuses et les vaincus y ont adopté des positions irréconciliables : les anciens alliés ont élaboré leurs demandes financières uniquement en fonction de leurs propres besoins, sans se préoccuper des performances économiques et monétaires de l'Allemagne. En particulier les gouvernements français de l'époque n'attendaient que les retards de paiement allemands pour occuper de nouveaux territoires ; cela s'est produit dans la région de la Ruhr, en 1923. L'Allemagne, en revanche, a très souvent pratiqué l'obstruction : elle a nié toute légitimité des réparations et n'a rien fait contre l'inflation galopante du début des années 1920, laquelle a compliqué la tâche des puissances victorieuses et entravé un calcul réaliste des capacités de paiement allemandes. Le plan Dawes d'août 1924 marqua un tournant. Il a été pour la première fois précisé que des versements de 2,5 milliards de marks or se feraient chaque année, le premier versement complet n'étant prévu qu'au bout de cinq ans. En outre, les paiements allemands étaient liés aux capacités économiques du pays. En conséquence, l'Allemagne a immédiatement bénéficié d'un premier grand emprunt international d'un montant de 800 millions de marks. Celui-ci fut suivi dans les quatre années d'après par d'autres emprunts étrangers – principalement américains – pour un montant de près de 20 milliards de marks or. Pendant plusieurs années, le plan Dawes a donc garanti à l'Allemagne un certain essor économique. Cela a permis au pays de payer les réparations convenues à la Grande-Bretagne et à la France, ces dernières pouvant alors à leur tour rembourser leurs dettes de guerre envers les États-Unis. Par conséquent, les vainqueurs et les vaincus étaient désormais dépendants les uns des autres en matière de réparations et étroitement liés par un flux

5. Albrecht Ritschl, *Deutschlands Krise und Konjunktur 1924-1934. Binnenkonjunktur, Auslandsverschuldung und Reparationsproblem zwischen Dawes-Plan und Transfersperre*, Berlin, Akademie, 2002.

constant de prêts et de paiements de réparations ou de crédits. L'affrontement cédait la place à la coopération, ce qui a contribué à réduire, au moins en partie, les images que l'on s'était forgées de l'ennemi et à atténuer la méfiance mutuelle.

Cette volonté de trouver des solutions européennes se manifesta également lors de la conférence de Locarno, qui s'est tenue au bord du lac Majeur du 5 au 16 octobre 1925⁶. Parmi les participants figuraient les ministres allemand et français des Affaires étrangères, Gustav Stresemann et Aristide Briand, ainsi que des représentants de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Bien que les négociations aient été longues et très difficiles, ils se mirent d'accord sur tout un ensemble de traités qui ont non seulement détendu les relations franco-allemandes mais aussi la politique européenne dans son ensemble. Il y eut tout d'abord un pacte de garantie, le « Pacte rhénan », par lequel l'Allemagne et la France ont renoncé à modifier leur frontière commune. La Grande-Bretagne et l'Italie s'en portèrent caution. Par ailleurs, l'Allemagne acceptait officiellement la démilitarisation de la Rhénanie. De plus, des traités d'arbitrage entre l'Allemagne, d'une part, et la France, la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, d'autre part, prévoyaient le règlement pacifique des différends. Il fut également convenu que l'Allemagne rejoindrait la Société des Nations, où elle, le perdant de la Première Guerre mondiale, obtiendrait même un siège permanent au sein du Conseil.

Un an plus tard, à l'occasion de la cérémonie d'admission de l'Allemagne à la Société des Nations à Genève, Briand et Stresemann se sont enfin rencontrés non loin de là, à Thoiry⁷. Ils y sont convenus d'un soutien mutuel pour les objectifs politiques importants de leurs deux pays : le ministre allemand des Affaires étrangères a assuré son soutien pour la stabilisation du franc ; son homologue français a à son tour accepté la restitution immédiate de la région de la Sarre, la suppression de la Commission interalliée de contrôle militaire en Allemagne, l'avancement de la date mettant fin à l'occupation de la Rhénanie ainsi que l'approbation par son pays des accords germano-belges sur la restitution d'Eupen-Malmédy.

Briand et son projet pour l'Europe

Le plan Dawes, les résultats de la conférence de Locarno et l'issue de la réunion de Thoiry ont illustré la volonté des vainqueurs et des vaincus de la Première Guerre mondiale de tourner une page : les deux parties ont essayé de trouver des solutions consensuelles à leurs problèmes et de rompre ainsi avec le schéma conflictuel du début de l'après-guerre. La raison de ce changement d'orientation a été le constat qu'ils ont fait de leur dépendance les uns des autres, de sorte qu'un ordre social, politique et économique stable pour l'après-guerre ne pourrait être atteint que sous la forme d'une concertation internationale. Cet « esprit de Locarno » a aussi inspiré de nouvelles approches de la coopération transnationale, voire de l'unification de l'Europe. Ce n'est pas un hasard si l'un des représentants les plus éminents de la

6. Ralph Blessing, *Der mögliche Frieden. Die Modernisierung der Außenpolitik und die deutsch-französischen Beziehungen 1923-1929*, München, Oldenbourg, 2007 ; Nicolas Beaupré, *Das Trauma des Großen Krieges 1918-1932/33*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2009, p. 68-76 ; Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p. 197-203 ; Jon Jacobson, *Locarno Diplomacy. Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

7. Peter Krüger, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, p. 353-364 ; Christian Baechler, *Gustav Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p. 687-695.

politique de Locarno, Aristide Briand, fut le seul homme politique actif de son temps à faire une proposition concrète pour l'« organisation d'un régime d'union fédérale européenne »⁸. Il l'a présentée pour la première fois dans un discours qu'il prononça le 5 septembre 1929 à l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, puis dans un mémorandum détaillé datant du 17 mai 1930 : il s'en tenait en principe à l'ordre étatique de l'Europe, car la France était particulièrement intéressée par la création des nouveaux États-nations en Europe centrale et orientale, notamment en Pologne et en Tchécoslovaquie, qui étaient considérés comme un rempart contre des éventuelles violations allemandes du traité de Versailles et une menace bolchevique. Cependant, dans son discours de septembre 1929, Briand appelait à une plus grande intégration européenne au sein de la Société des Nations. Les institutions de celle-ci devraient être utilisées pour créer « une fédération fondée sur l'idée d'union et non d'unité » qui soit « assez souple pour respecter l'indépendance et la souveraineté nationale de chacun des États, tout en leur assurant à tous le bénéfice de la solidarité collective pour le règlement des questions politiques intéressant le sort de la communauté européenne ou celui d'un de ses Membres »⁹. Cette union politique devrait être complétée par la création d'un « marché commun » européen impliquant une circulation simplifiée des biens, des capitaux et des personnes.

La courte durée de « l'esprit de Locarno »

En fin de compte, le plan pour l'Europe de Briand échoua, tout comme l'accord franco-allemand global envisagé à Thoiry : c'est principalement dû au fait que l'« esprit de Locarno » resta limité à la période allant de 1924-1925 à 1928-1929, car il était étroitement lié au mandat de Stresemann comme ministre des Affaires étrangères. Or, son appel à la coopération plutôt qu'à la confrontation était très controversé en Allemagne, et le ministre fut l'objet d'attaques personnelles blessantes tout au long de son mandat. En témoigne encore son dernier grand succès lors de la négociation du plan Young, ce nouvel accord portant sur les réparations conclu à la conférence internationale de La Haye, en août 1929¹⁰. Objectivement, il s'agissait d'un pas en avant pour l'Allemagne : le montant final des réparations était désormais fixé à 112 milliards de marks, payables jusqu'à 1988, avec des annuités bien inférieures à celles qui étaient prévues par le plan Dawes. Si l'Allemagne rencontrait des difficultés de paiement, elle pouvait faire appel à un comité international d'experts qui pourrait avancer des propositions d'ajustement du plan Young. Enfin, il était prévu que si les États-Unis diminuaient les dettes franco-britanniques, cela aboutirait également à une réduction des réparations allemandes. Tout cela devait permettre de stabiliser la situation financière et économique précaire de l'Allemagne et de maintenir sa capacité financière à agir. Dans le même temps, les Alliés avaient renoncé à tout contrôle économique de l'Allemagne et ils s'étaient engagés à mettre un terme à l'occupation de la Rhénanie avant la date prévue, le 30 juin 1930.

8. Antoine Fleury/Lubor Jilek (dir.), *Le plan Briand d'Union fédérale européenne*, Berne, Peter Lang, 1998 ; Jacques Bariety (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe 1919-1932*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007.

9. https://fr.wikisource.org/wiki/Mémorandum_sur_l'organisation_d'un_régime_d'union_fédérale_européenne (consulté le 13/05/2020).

10. Philipp Heyde, *Das Ende der Reparationen. Deutschland, Frankreich und der Young-Plan, 1929-1932*, Paderborn, Schöningh, 1998.

Malgré ses avantages objectifs, le plan Young s'est révélé être un lourd fardeau pour la politique allemande, car ce règlement définitif de la question des réparations a été assombri par une forte pression politique interne en Allemagne. Sa longue durée, en particulier, a fourni des munitions à une alliance d'extrême droite qui le contestait et demandait un référendum « contre le plan Young et le mensonge des dettes de guerre ». Bien que ce référendum ait finalement échoué, la propagande diffusée par cette alliance a réussi à faire croire à une bonne partie de la population allemande que le pays ne serait pas en mesure de payer à long terme les annuités – y compris les plus faibles – du nouvel accord. Largement répandue, cette critique du plan Young ignorait le fait que, depuis quelques années déjà, l'Allemagne, dans la mesure où elle avait coopéré au niveau international, avait été de plus en plus affranchie des restrictions et des charges du traité de Versailles. Même la fin des paiements était ainsi prévisible, sinon définitive, du moins dans son principe. En définitive, la tactique de subversion, voire les diffamations personnelles, provenant de l'extrême droite, ont mis en évidence l'instauration d'un nouveau changement de climat en matière de politique intérieure et extérieure en Allemagne : la politique de réconciliation et de coopération internationale de Stresemann, dont témoignait aussi l'adhésion de l'Allemagne au pacte Briand-Kellogg – un traité mondial d'ostracisme de guerre conclu au mois d'août 1928¹¹ – était de moins en moins bien acceptée en Allemagne. Par conséquent, avec la mort du ministre des Affaires étrangères à l'automne 1929, l'ère de la politique étrangère allemande allait prendre fin.

Stresemann – un « grand Européen » ?

Afin de pouvoir mesurer ce changement de paradigme en matière de politique étrangère, il est nécessaire de se rappeler les principes sur lesquels était fondée la « politique étrangère républicaine »¹² de Stresemann : tout d'abord, sous son égide, les intérêts des autres puissances étaient inclus dans les calculs de la politique étrangère allemande autant que l'étaient les propres intérêts nationaux du pays. De plus, l'Allemagne ne se liait pas unilatéralement à l'Ouest ou à l'Est, mais entretenait de bonnes relations tant avec les puissances occidentales qu'avec l'Union soviétique ; toutefois, en cas de doute, les dépendances financières et les similitudes idéologiques plaidaient en faveur d'une orientation plus marquée vers l'Ouest. Enfin, la politique étrangère allemande s'est efforcée d'éviter des tensions internationales ou de les éliminer par un compromis mutuel. En conséquence, ses demandes de révision – en particulier celles qui ont concerné la restitution des territoires orientaux perdus en 1919 – ne se fondaient pas sur la force militaire mais sur la puissance économique et financière de l'Allemagne. À cet égard, Stresemann a effectivement pratiqué une politique de pouvoir, voire une politique revanchiste, mais pas sous la forme traditionnelle d'une menace militaire, mais avec le nouveau moyen de la pénétration économique et en accord avec ses partenaires internationaux. Cette politique se fondait sur la reconnaissance de l'interdépendance internationale et de la nécessité du multilatéralisme qui en découle : la coopération intergouvernementale et la mise en réseau globale devaient rendre la poursuite des intérêts nationaux acceptable au niveau international. Un

11. Eva Buchheit, *Der Briand-Kellogg-Pakt von 1928 – Machtpolitik oder Friedensstreben ?*, Münster, Lit, 1998.

12. Krüger, *Außenpolitik*, op. cit., p. 16.

observateur contemporain, l'historien Friedrich Meinecke, a qualifié cette manière d'agir de « véritable pacifisme politique »¹³.

La politique étrangère de Stresemann des années 1924 à 1929 a ramené l'Allemagne dans le cercle des puissances européennes ; elle lui a donné une nouvelle réputation internationale et lui a également apporté ses premiers succès en termes de révision du traité de Versailles. Cependant, selon le ministre des Affaires étrangères lui-même, et plus encore pour ses détracteurs allemands, la suspension des dispositions de ce traité n'a pas progressé assez vite. Dans le même temps, les partenaires occidentaux de l'Allemagne, dont Briand, avaient, à la fin des années 1920, l'impression de plus en plus nette que l'Allemagne s'efforçait de liquider complètement la guerre et de revenir à la normale. Déjà les accords de Locarno, qui ont marqué le point culminant du rapprochement franco-allemand, ont été interprétés de manière tout à fait différente en France et en Allemagne : en France, ils ont été perçus comme un moyen de mettre fin à toute remise en cause du traité de Versailles, tandis que, en Allemagne, ils correspondaient précisément au point de départ d'une nouvelle révision de l'ordre de l'après-guerre. Dans ce contexte, Carl von Schubert, le secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères allemand, recommanda à Stresemann, dès juillet 1928, de demander à ses homologues britannique et français : « Voulez-vous ou non poursuivre énergiquement la politique de Locarno »¹⁴ ? Certains historiens en ont conclu que la politique allemande d'entente internationale avait même pris fin un an avant la mort de son plus important protagoniste¹⁵.

En fait, il serait erroné de présenter Gustav Stresemann simplement comme un « grand Européen » et un ancêtre de l'unification européenne d'après la Seconde Guerre mondiale, comme l'ont fait certains historiens ouest-allemands après 1949 et comme cela apparaît aujourd'hui encore dans certains discours politiques¹⁶. À cet égard, Stresemann et Briand n'ont pas été les vrais précurseurs des « couples » d'hommes politiques franco-allemands de premier plan que nous connaissons depuis les dernières décennies : à commencer par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, en passant par Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, dont les relations sont devenues même le modèle d'une coopération franco-allemande par excellence, jusqu'à « Merkozy », « Merkollande » et « Mercron » – aussi problématiques que les relations réelles des protagonistes respectifs l'aient été ou le sont encore¹⁷. Mais il est tout aussi erroné de discréditer Stresemann en le qualifiant de « nationaliste déguisé », comme il a été aussi à la mode de le faire à certains moments. En fin de compte, les deux interprétations sont aussi fausses l'une que l'autre. En d'autres termes : Stresemann était les deux. Il était « nationaliste » au même titre que tous les autres hommes politiques européens de son temps, y compris Briand, car il agissait

13. Friedrich Meinecke, *Politische Schriften und Reden*, Darmstadt, Toeche-Mittler, 1958, p. 393.

14. *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945*, Serie B : 1925-1933, vol. IX : 1. Mai bis 30. August 1928, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1976, p. 412-420 (p. 417). Cf. Gottfried Niedhart, *Die Außenpolitik der Weimarer Republik*, Munich, Oldenbourg, 2013, p. 57-63.

15. Franz Knipping, *Deutschland, Frankreich und das Ende der Locarno-Ära 1928-31*, Munich, Oldenbourg, 1987 ; Niedhart, *Außenpolitik*, op. cit., p. 55-56.

16. Eberhard Kolb/Dirk Schumann, *Die Weimarer Republik*, Munich, Oldenbourg, 2013, p. 250-253 ; Niedhart, *Außenpolitik*, op. cit., p. 49-57 et p. 97-98 ; Corine Defrance, « Construction et déconstruction du mythe de la réconciliation franco-allemande au XX^e siècle », dans : Ulrich Pfeil, *Mythes et tabous des relations franco-allemandes au vingtième siècle*, Berne, Peter Lang, 2012, p. 75-76.

17. Reiner Marcowitz/Hélène Miard-Delacroix (dir.), *50 ans de relations franco-allemandes*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2012.

strictement dans l'intérêt de son pays. Il voulait donc libérer l'Allemagne des restrictions du traité de Versailles le plus rapidement possible et lui redonner sa grandeur d'antan. À cet égard, il a bien mené une politique de type revanchiste. En même temps, son attitude différait fondamentalement de ce revanchisme classique qui était à l'époque très répandu en Allemagne, surtout parmi les représentants de la droite politique. Stresemann était bien conscient du fait qu'il ne pouvait réaliser ses objectifs de politique étrangère qu'en accord avec les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, ce qui exigeait de prendre en compte aussi leurs intérêts, notamment en matière de sécurité. À cet égard, il était néanmoins un « Européen », car il s'est toujours efforcé de trouver des compromis entre les intérêts des vainqueurs et ceux des vaincus. Les intérêts nationaux de l'Allemagne et la coopération européenne, du moins de l'Europe occidentale, étaient étroitement liés dans sa politique étrangère : ils sont devenus les deux faces d'une seule et même pièce. C'est tout ce que l'on pouvait attendre d'un homme politique allemand à l'époque – et c'est tout ce que Briand, son partenaire tout aussi remarquablement compétent, pouvait faire, d'autant plus qu'il était également soumis à une forte pression politique dans son pays, où ses adversaires l'ont accusé injustement d'être trop naïf vis-à-vis de l'Allemagne. En 1931, il fut, lui aussi, contraint de démissionner.

Le retour au nationalisme et au protectionnisme

La mort de Stresemann, survenue en octobre 1929, coïncida avec le début de la Grande Dépression. Celle-ci a conduit à son tour à un nationalisme plus fort et à un protectionnisme renouvelé. Dans ce contexte, les projets européens comme celui de Briand ont paru obsolètes. En outre, la crise économique mondiale s'est très souvent transformée en crise d'État, avant tout en Allemagne, où le système parlementaire a cédé la place à un système présidentiel plus conservateur, voire autoritaire, à partir du printemps 1930. Les gouvernements des chanceliers Heinrich Brüning (1930-1932), Franz von Papen (1932) et Kurt von Schleicher (1932/1933) en témoignent¹⁸. Cette évolution de la politique intérieure de l'Allemagne allait de pair avec une politique étrangère de plus en plus nationaliste. Celle-ci pratiquait à nouveau un revanchisme traditionnel, faisait cavalier seul, ne s'intéressait plus à la coopération multilatérale ni au développement des structures correspondantes. Cette réorientation a contribué à cette perte de confiance croissante dans les relations internationales, y compris dans les relations franco-allemandes, qui s'est produite au tournant des années 1930.

Les raisons de l'échec de l'idée de l'Europe

Force est de constater que le discours transnational sur les possibilités de coopération européenne et la politique de rapprochement franco-allemande intensivement pratiqué par Briand et Stresemann dans l'entre-deux-guerres n'a pas conduit à une coopération durable en Europe. Et cela pour trois raisons : tout d'abord, le débat européen de l'époque a en définitive été limité à une élite sociale relativement restreinte. Malgré le fait que l'idée de l'Europe ait été bien accueillie par le grand public, elle n'est pas devenue un slogan vraiment populaire. La Première Guerre mondiale avait trop ravivé les anciennes images de l'ennemi et en avait créé de nouvelles. À cela

18. Hermann Graml, *Zwischen Stresemann und Hitler. Die Außenpolitik der Präsidialkabinette Brüning, Papen und Schleicher*, Munich, Oldenbourg, 2001 ; Reiner Marcowitz, *Die Weimarer Republik 1929-1933*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2018, p. 72-168.

s'ajoutaient les multiples bouleversements et problèmes de l'ordre de l'après-guerre. Cela a conduit les gens, qui étaient souvent désorientés, à s'accrocher à leurs traditions. Il aurait fallu une période d'incubation beaucoup plus longue que l'époque de l'entre-deux-guerres pour ancrer plus fermement l'idée européenne dans la conscience du public, d'autant plus que la politique de détente européenne s'est en fait terminée dès 1929. L'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en janvier 1933 a signifié la fin définitive de toute coopération multilatérale.

Ensuite, aucun gouvernement européen n'a vraiment pris en compte l'appel à l'unification du continent. Si cela s'est produit à un moment donné – comme dans le cas du plan Briand de 1929-1930 –, les intérêts divergents des vainqueurs et des vaincus de la Première Guerre mondiale ont empêché tout accord : les uns voulaient avant tout préserver le statu quo de l'ordre parisien de l'après-guerre, les autres préféraient le réviser le plus vite possible. Cela était vrai même à l'époque de Locarno, et cela le fut plus encore pendant la Grande Dépression, à la fin des années vingt et au début des années trente, moment où la plupart des pays européens étaient favorables à une action politique unilatérale et à l'isolement économique. Dans le même temps, le climat politique intérieur de plusieurs pays était devenu plus nationaliste : l'exemple parfait en est l'Allemagne qui, en raison de sa position géographique au centre de l'Europe et de son poids politique et économique, a joué un rôle clé dans tout processus d'unification européenne.

Enfin, les tendances prédominantes nationales, voire nationalistes, du système européen d'après-guerre n'ont pas été compensées par la politique américaine. Contrairement à ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale, les administrations américaines de l'époque ont perçu une éventuelle unification européenne comme une menace pour leur propre position sur le continent. Par conséquent, les États-Unis n'ont pas utilisé leur poids économique en tant que premiers créanciers des puissances européennes pour promouvoir les tendances à l'unification européenne. Seuls la constellation politique mondiale particulière après 1945, le conflit Est-Ouest, voire la « guerre froide », les ont obligés à une réorientation : les États-Unis sont donc devenus les parrains des projets d'unification de l'Europe occidentale et, depuis 1990, de l'Europe entière, à commencer par la Communauté européenne du charbon et de l'acier et, en passant par la Communauté économique européenne, pour arriver à l'Union européenne actuelle.